Le bannissement des cages en discussion au Parlement européen

10 mai 2021

La commission agricole du Parlement européen a mené, le 15 avril 2021, une audition sur l'arrêt de l'utilisation des cages dans tous les modes d'élevage. Elle fait suite au succès d'une initiative citoyenne européenne, intitulée « Pour une nouvelle ère sans cage », proposée par le CIWF en 2018. Cette pétition a obtenu un réel succès avec plus d'1,4 million de soutiens permettant sa validation en 2020.

S'appuyant sur trois rapports du CIWF, de l'IEEP (*think tank* environnemental) et du Parlement européen, la pétition visait les cages proprement dites (volailles, lapins), mais aussi les cages de mise-bas des truies, les cases individuelles des veaux, etc. Nonobstant les textes législatifs en vigueur ou en préparation (voir tableau), la pétition demande d'inclure dans la directive de 1998 sur l'élevage un article interdisant les cages à partir de 2027, un soutien financier aux éleveurs pour mettre en place cette obligation et une interdiction des importations de pays tiers ne respectant pas cette demande.

Lois et actions interdisant les cages dans les État membres de l'Union européenne

Laying hen cage bans	
Austria	Banned
Belgium	Banned in Wallonia (2028)
Czechia	Banned (2027)
France	Ban of any new or refurbished farms with cages for hens
Germany	Banned (2025)
Luxembourg	Banned
Slovakia	MoU industry, unions and ministry (2030)

Progress for sows and rabbits	
Austria	Ban on cages for meat rabbits. Ban on sow stalls 10 days after insemination
Belgium	Ban on cages for meat rabbits & breeding females (2025)
Denmark	Ban on sow stalls after 3 days (2035)
Germany	Ban on sow stalls (2029) & farrowing crates after 5 days (2036)
Netherlands	Ban for sow stalls after 4 days
Sweden	Ban on sow stalls and farrowing crates

Source : Parlement européen

Au cours de cette audition se sont exprimés les organisateurs de la pétition, un expert scientifique, un éleveur hollandais travaillant sans cage, des membres du Comité économique et social européen (CESE) et du Comité des régions, les commissaires européens à la santé et à l'agriculture, et de nombreux parlementaires. Les commissaires européens ont ainsi salué cette initiative qui pourrait être intégrée dans la stratégie « De la ferme à la fourchette ».

Source : Parlement européen